



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 7 novembre 2024

Le 5 novembre 2024, le peso mexicain a connu une forte volatilité, atteignant un pic de 20,70 pesos pour 1 dollar après l'annonce des résultats des élections américaines, marquées par la victoire de Donald Trump.

LE CHIFFRE A RETENIR

20,70
MXN

Taux de change MXN/USD
atteint le 05/11

Cette réaction aurait été principalement liée aux incertitudes sur les futures politiques commerciales, notamment la possibilité d'une augmentation des droits de douane et d'une revue plus défavorable que prévu pour le Mexique du traité commercial avec les États-Unis et le Canada (T-MEC), prévu en juillet 2026. En dépit de cette dépréciation, le peso a modéré sa chute pour clôturer à 20,16 pesos pour 1 dollar, enregistrant une perte de 0,43 % par rapport à la veille.

Toutefois, les analystes estiment que cette chute pourrait être limitée à court terme car une grande partie de l'incertitude liée à une possible victoire de Trump avait déjà intégrée dans les anticipations des marchés financiers. Les perspectives à long terme du peso dépendront de l'évolution des relations commerciales entre le Mexique et les États-Unis et les décisions politiques américaines.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Donald Trump a remporté cette semaine les élections présidentielles américaines face à Kamala Harris, une nouvelle qui suscite des préoccupations au Mexique, notamment en matière de migration et de commerce. La Présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, lui a adressé ses félicitations et aurait prévu un appel téléphonique ce jeudi 7 novembre afin d'établir un premier contact. Bien que cette conversation reste protocolaire, Claudia Sheinbaum a indiqué que les questions économiques et l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (T-MEC) pourraient être abordées. Durant sa campagne, Donald Trump a menacé d'imposer des droits de douane de 25 % à son voisin mexicain si le pays ne parvenait pas à réduire le flux de migrants à la frontière américaine, réaffirmant sa volonté de contrôler l'immigration de manière stricte. Donald Trump envisagerait également de durcir les sanctions commerciales si des drogues comme le fentanyl continuent d'arriver aux États-Unis via le Mexique, accusant les cartels de jouer un rôle clé dans cette situation. Ces positions pourraient compliquer les relations bilatérales et représenter un défi économique majeur pour le Mexique, qui est actuellement le premier partenaire commercial des États-Unis.

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation globale au Mexique aurait atteint +4,76 % en g.a. en octobre 2024, marquant une légère hausse après deux mois de baisse. Bien que l'inflation sous-jacente ait poursuivi sa décélération à 3,80 %, les pressions de l'inflation non sous-jacente (+7,68 %) demeurent élevées. Cette pression est principalement alimentée par la flambée des prix des produits agricoles (+10,92 %), et plus particulièrement des fruits et légumes, dont les prix ont grimpé de +15,90 % sur la période. Les services ont également contribué à la persistance de l'inflation, enregistrant une augmentation de +4,98 % en glissement annuel. En revanche, certains biens énergétiques montrent des signes de modération : le prix de l'électricité a ralenti à +3,37 % contre +4,39 % enregistré le mois précédent. L'inflation demeure au-dessus de l'objectif de la Banque centrale du Mexique (3 % +/- 1 pp), et la normalisation vers la cible pourrait se prolonger au-delà des prévisions initiales.

L'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI) révèle qu'en septembre 2024, la population économiquement active (PEA) aurait atteint 61,2 M de personnes, avec un taux de participation de 60,0 %, en augmentation de 374 000 personnes par rapport à l'année précédente. Ce résultat reflète notamment une légère amélioration de la participation féminine, qui a progressé de 0,1 point en g.a., atteignant 46,5 %, tandis que celle des hommes a diminué de 0,6 point en g.a., se maintenant à 75,4 %. Le secteur informel reste une préoccupation majeure, représentant 54,2 % de la population occupée.

Par secteur, les services concentreraient le plus grand nombre d'emplois, avec 26,3 M de personnes, suivis par le commerce (11,6 M) et l'industrie manufacturière (9,7 M). Enfin, le taux de chômage aurait légèrement augmenté, atteignant 1,8 M de personnes, soit 2,9 % de la PEA, stable par rapport à l'année précédente.

L'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI) a publié les résultats des principaux indicateurs de confiance des entreprises au Mexique pour octobre 2024. Malgré une baisse générale des indices par rapport à l'an passé, les perspectives restent relativement solides, avec un Indice de Confiance des Entreprises (ICE) des industries manufacturières au-dessus de 50 points pour le 41^e mois consécutif, atteignant 52,3 points. En comparaison avec octobre 2023, les ICE des secteurs du commerce, de la construction et des services privés non financiers enregistrent des baisses notables, respectivement de -2,8, -3,3 et -4,6 points. Cette tendance reflète une certaine inquiétude parmi les dirigeants face au contexte et aux défis économiques mondiaux. Par ailleurs, l'Indicateur Global d'Opinion de Confiance des Entreprises (IGOEC), qui regroupe l'ensemble des secteurs, a diminué de 3,5 points en glissement annuel, se situant à 51,9 points en octobre (contre 55,4 en octobre 2023). Cette situation témoigne également de l'incertitude qui pèse sur les perspectives économiques, malgré une certaine résilience dans le secteur manufacturier (indice supérieur à 50 points).

Sectoriel

Cette semaine, une délégation de 30 entreprises françaises, conduite par Frédéric Sanchez, Président de MEDEF International, s'est rendue à Mexico et Monterrey pour évaluer le potentiel d'investissement du Mexique. Le programme incluait des rencontres avec des autorités fédérales et régionales pour approfondir et développer des partenariats avec le gouvernement et les entreprises mexicaines. A cette occasion, le MEDEF et les principales organisations patronales mexicaines (el Consejo Coordinador Empresarial (CCE), el Consejo Mexicano de Comercio Exterior (Comce) et la Alianza Industrial del Futuro) ont signé plusieurs lettres d'intentions notamment pour renforcer la collaboration dans les domaines stratégiques. Cela a également été l'occasion pour le SER de Mexico de présenter l'édition 2024 de l'étude France-Mexique : une alliance économique stratégique, mettant en avant l'importance croissante des liens économiques entre les deux pays, la France étant le cinquième partenaire commercial du Mexique et son quatrième fournisseur européen. Les entreprises françaises ont déjà investi au Mexique pour un montant total de 12 Mds USD, avec plus de 700 filiales opérant dans le pays, dont 32 groupes du CAC40. Ces entreprises créent environ 180 000 emplois directs et 700 000 emplois indirects. L'objectif de cette visite est de renforcer les collaborations dans des secteurs clés comme les infrastructures, l'énergie, la santé, et les nouvelles technologies. Parmi les entreprises représentées

figurent des groupes comme Air Liquide, BNP Paribas, CMA CGM, L'Oréal, Michelin, Safran, Schneider Electric, Thales, et TotalEnergies.

L'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI) a publié les derniers chiffres de l'Activité Touristique au Mexique, soulignant une dynamique positive sur l'année malgré un léger repli trimestriel. Au second trimestre 2024, le produit intérieur brut touristique aurait diminué de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, toutefois, le secteur touristique aurait enregistré une croissance de 5,8 %, illustrant une solide reprise du secteur. Entre janvier et juillet 2024, le Mexique aurait accueilli 13,8 M de touristes internationaux par voie aérienne, en hausse de 3,7 % par rapport à 2023 et de 17,4 % par rapport à 2019, signe d'une demande touristique robuste. Les États-Unis, le Canada et la Colombie demeurent les principaux marchés émetteurs, totalisant près de 11 M de visiteurs. Les aéroports de Cancún, de Mexico et de Los Cabos se placent en tête des arrivées internationales, renforçant le rôle du Mexique comme destination privilégiée dans la région.

Finances publiques

Pour 2025, l'Institut National Électoral (INE) au Mexique a soumis une demande budgétaire de 652,4 M USD pour organiser des élections judiciaires sans précédent, permettant l'élection de juges, magistrats et ministres de la Cour Suprême de Justice. Ces élections découlent de la réforme judiciaire impulsée par l'ancien président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) en septembre dernier, avec un scrutin prévu pour juin 2025. Ce montant devrait faire partie d'un budget total de presque 2 Mds USD proposé par l'INE pour 2025, marquant une augmentation de 35 % par rapport à 2024. Le budget inclut également 227,7 M USD pour une éventuelle consultation populaire, ainsi que 754,7 M USD pour les activités courantes de l'Institut. L'INE, sous la présidence de Guadalupe Taddei Zavala, a précisé que ce budget 2025 est « précautionnaire » en raison de litiges en cours qui pourraient suspendre l'élection judiciaire. Toutefois, l'Institut anticipe la nécessité de ces ressources pour garantir une organisation efficace si l'élection est maintenue, conformément aux exigences constitutionnelles en matière de droits électoraux.

Au troisième trimestre 2024, les finances publiques du Mexique auraient affiché des résultats solides, soutenus par une gestion rigoureuse des recettes fiscales et de la dette. Les recettes budgétaires auraient augmenté de 3,3 % entre janvier et septembre 2024 en g.a.. Les recettes fiscales, en particulier, auraient enregistré une hausse de 5,3 % en termes réels par rapport à l'année précédente, portée principalement par un renforcement des mesures contre la fraude fiscale et une forte augmentation des taxes sur les produits énergétiques (IEPS), qui auraient progressé de 30,8 %. En parallèle, les dépenses

publiques auraient continué de se concentrer sur les secteurs sociaux, avec une hausse de 10,3 % des dépenses allouées à la santé, à l'éducation et à la protection sociale, visant à renforcer l'égalité des opportunités et à soutenir la croissance économique inclusive. La gestion de la dette publique serait par ailleurs restée particulièrement prudente. La dette publique s'élèverait à 49,3 % du PIB, avec une proportion importante (83,1 %) maintenue sur le marché intérieur à des taux fixes et à long terme. Pour améliorer le profil de la dette, le gouvernement a mené plusieurs opérations de refinancement, réduisant ainsi le coût financier et allongeant les échéances.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	07/11/2024
Bourse (IPC)	3,12%	1,02%	52 198,50 points
Change MXN/USD	-1,15%	13,27%	19,79
Change MXN/EUR	-1,75%	14,36%	21,39
Prix du baril mexicain	4,61%	-19,77%	66,53

Amérique centrale

Costa Rica

Selon le *World Economic Outlook* du Fonds monétaire international, le PIB du Costa Rica pourrait enregistrer une croissance de 4,0 % en 2024 et de 3,5 % en 2025. La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a, quant à elle, ajusté ses projections de croissance économique et estime que celle-ci pourrait atteindre 4,1 % en 2024, et 3,9 % en 2025. L'inflation générale pourrait revenir dans la fourchette cible de la BCCR (3 % avec une tolérance de ± 1 p.p.) au troisième trimestre 2025. Les risques extérieurs en hausse selon la banque centrale seraient relatifs aux conflits géopolitiques actuels, aux élections étatsuniennes, ainsi qu'aux potentielles conditions climatiques défavorables.

Le Costa Rica lance un appel d'offres de 600 M USD pour la modernisation des équipements et des infrastructures du port de Caldera (Pacifique). Le projet, qui serait développé via un partenariat public-privé (PPP), vise à désigner un opérateur privé qui sera responsable du financement, de la conception, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures et des équipements de Puerto Caldera à compter de 2026, date d'expiration de la concession actuelle. L'objectif des autorités serait que Puerto Caldera passe de 650 à 900 navires par an, de 6 M à 11 M de tonnes de fret, et de 300 000 à 700 000 conteneurs annuels. Puerto Caldera, utilisé à 80 % pour les importations, est le plus important port du Costa Rica côté Pacifique et le deuxième du pays, dépassé par le terminal à conteneurs de Moín, dans la province de Limón (côté Caraïbes).

El Salvador

La Commission exécutive du port autonome (CEPA) a reçu les études de faisabilité du Train du Pacifique réalisées par une mission technique de Corée du Sud. La CEPA a déclaré qu'une équipe technique travaillait avec le ministère des Travaux Publics et des Transports (MOPT) pour mettre en œuvre cette initiative. Pour l'heure, il n'a pas été donné de détails sur les résultats des études de faisabilité. Le Train du Pacifique est l'une des promesses du gouvernement reflétées dans le Plan Cuscatlán, lancé lors de la campagne électorale présidentielle de 2019. Depuis lors, le début de sa construction a été retardé à plusieurs reprises. Les dernières avancées en 2024 confirmeraient que l'entreprise argentine AC&A planifierait et coordonnerait le premier tronçon du Train du Pacifique.

Guatemala

Le Conseil monétaire a approuvé l'émission obligataire de 25 Mds GTQ soit 3,2 Mds USD pour financer le budget 2025. Cinq votes sur sept ont été favorables, tous émanant d'entités publiques, tandis que le secteur des entreprises et l'université de San Carlos ont voté contre, arguant des risques pour la stabilité macroéconomique. Le milieu des affaires avertit que le déficit fiscal prévu de 3,1 % du PIB affectera la croissance économique et favorisera l'inflation, et suggère de le réduire à 2 %. Les principales critiques mises en avant soulignent que la plupart des dépenses prévues porteront sur des dépenses courantes et non des investissements. La Commission des Finances du Congrès continue de discuter du budget avec différents secteurs afin d'évaluer ces impacts.

La Commission nationale de l'électricité (CNEE) a lancé le processus PEG5, qui permettra de contracter 1 400 mégawatts d'électricité et d'énergie pour le Guatemala. Ce processus ouvert, qui s'inscrit dans le cadre du plan d'expansion de la production d'électricité, concerne à la fois des nouvelles centrales et celles en activité, et porte sur la fourniture, à compter de mai 2030, d'énergie renouvelable et non renouvelable. La durée maximale des contrats sera de 5 ans pour les centrales en activité et 15 ans pour les nouvelles centrales. Les distributeurs EEGSA et Energuate disposent de 80 jours pour préparer les bases de l'appel d'offres, qui comprendra six étapes : consultation, présentation, évaluations techniques et économiques, attribution et contrat. L'enchère sera la méthode d'évaluation économique, sans enchère inversée.

Honduras

Les réserves internationales nettes (RIN) de la Banque Centrale du Honduras (BCH) dépassent les exigences du FMI. Les RIN auraient atteint 6,7 Mds USD, soit une baisse de 821,5 M USD par rapport à décembre 2023. La BCH assure ainsi la conformité avec les exigences minimales internationales en matière de réserves internationales. Malgré la baisse enregistrée au cours de l'année, les autorités de la Banque centrale maintiennent l'objectif de réserves équivalentes à cinq mois ou plus d'importations, soit 7,5 Mds USD.

Nicaragua

La Banque Centrale du Nicaragua (BCN) a appliqué en octobre la première baisse en deux ans de son taux de référence monétaire. La BCN a annoncé la réduction du taux d'intérêt de référence de 25 points de base, le fixant désormais à 6,75 %. Cette baisse de 25 points de base concerne également les taux des guichets monétaires de prise en pension et de dépôt, fixés respectivement à 8 % et 5,5 %. Selon la BCN, cette décision a été prise compte tenu de l'évolution des taux d'intérêt internationaux et des conditions

monétaires internes, ainsi que de la réduction de l'inflation et des niveaux de risques actuels.

Le gouvernement sollicite l'approbation du budget 2025, affichant un excédent de 128,4 M USD. Le budget pour 2025 présenté par le Président de la Banque centrale du Nicaragua à l'Assemblée nationale annonce une prévision de recettes de 4,3 Mds USD et de dépenses de 4,2 Mds USD. Il en résulte un excédent budgétaire global pour 2025 de 4 704,3 M NIO (soit 128,4 M USD), ce qui équivaut à 3 % des recettes totales et à 0,6 % du PIB.

Panama

Selon les données du ministère du Commerce et de l'Industrie (MICI), les exportations enregistrées entre janvier et septembre 2024 ont atteint 720,7 M USD, constituant ainsi la valeur la plus élevée pour cette période depuis 2010. Ces données ne tiennent pas compte des zones franches et de la mine de cuivre. Le MICI indique qu'entre janvier et septembre 2024, les bananes sont restées en tête des exportations panaméennes, atteignant 104,4 M USD, soit 14,5 % du total. Viennent ensuite les crevettes congelées (9 %), le sucre de canne brut (6,3 %), les graisses et huiles de poisson (5,2 %), les déchets de fer ou d'acier (4,7 %). Le MICI souligne que les principales destinations des exportations panaméennes restent les États-Unis, les Pays-Bas (avec le port de Rotterdam), Taïwan, l'Inde et la Chine, qui représentent 52 % des exportations au cours de la période. De plus, 78,2 % des exportations de cette période auraient été destinées à des pays avec lesquels le Panama a conclu un accord commercial, notamment l'Union Européenne, le Marché commun d'Amérique centrale (MCCA) et l'Association d'intégration latino-américaine (ALADI).

Selon le MICI, le Panama prévoirait des exportations de services à hauteur de 20 Mds USD en 2024. L'Institut national de la statistique et du recensement (INEC) estime qu'en 2023, les exportations de services du Panama auraient atteint 17,5 Mds USD. Cela consoliderait la position du pays en tant qu'économie d'Amérique centrale offrant le plus de services, et quatrième en Amérique latine derrière le Brésil, le Mexique et le Chili. Les principales exportations de services concerneraient le transport et la logistique (49,4 % au premier semestre 2024), le tourisme (34,5 %), les services financiers (7,2 %).

Le Panama et la Colombie annoncent la réactivation d'un projet d'interconnexion électrique de 500 M USD datant de 2009. Le projet d'interconnexion électrique binationale est une ligne d'environ 500 kilomètres, dont l'avancement avait été interrompu du fait d'un manque de capitaux et de problèmes dans les aspects techniques et socio-environnementaux, selon les informations disponibles. Il s'agit d'un projet impliquant les ministères de l'Énergie, des Affaires étrangères et de l'Environnement des deux pays, ainsi que l'Autorité nationale des services publics (ASEP) du Panama et les entreprises nationales responsables de son exécution : ETESA pour le Panama et ISA pour

la Colombie. La réactivation du projet aurait été décidée dans le cadre de la IXe Semaine de l'énergie de l'Organisation latino-américaine de l'Énergie (OLADE) à Asunción, au Paraguay.

Caraïbes

Cuba

Le pétrolier cubain Vilma, qui transportait près de 412 000 barils de pétrole, est arrivé à Cuba la semaine dernière en provenance du port mexicain de Pajaritos, dans la région de Veracruz. Le cargo a été envoyé pour soulager la crise énergétique que traverse l'île, aggravée par une panne de courant massive et par l'impact de l'ouragan Oscar. Un autre navire devrait également arriver cette semaine au port de Santiago de Cuba, pour décharger du gasoil. Ces envois, d'un coût estimé à 31 M USD, viennent s'ajouter aux 300 M USD de carburant envoyé par le Mexique depuis 2023. Claudia Sheinbaum, Présidente du Mexique, a annoncé que son administration envisageait d'envoyer du carburant à Cuba en tant qu'aide humanitaire. Sa proposition est complétée par la participation technique de la *Comisión Federal de Electricidad (CFE)*, qui a apporté son soutien à l'île.

Grenade

Le gouvernement aurait perçu environ 185 M USD de recettes grâce au programme « Citoyenneté par l'Investissement » (« *Citizenship By Investment* » - CIB) entre janvier et octobre 2024. Le Comité CBI a approuvé 4 861 nouveaux citoyens entre janvier et septembre 2024 et des centaines d'autres en octobre. Au cours du troisième trimestre de 2024, les demandeurs nigériens et chinois ont représenté 48,2 % des personnes ayant obtenu la citoyenneté de la Grenade dans le cadre du programme CBI. Parmi les autres nationalités approuvées figuraient, entre autres, l'Ukraine, les États-Unis, le Liban, le Pakistan et l'Afrique du Sud. Les données complètes pour l'ensemble de l'année seront rendues publiques au dernier trimestre de 2024.

Jamaïque

Selon l'Institut de statistiques jamaïcain (STATIN), la valeur totale des importations aurait atteint 3,7 Mds USD pour les six premiers mois de 2024, tandis que les exportations auraient totalisé 945 M USD. La valeur des importations aurait diminué de 1,5 % par rapport à la même période en 2023, et ceci en raison de la baisse des importations de matières premières et de biens intermédiaires (-13,9 %) ainsi que des carburants et lubrifiants (-1,6 %). Les

exportations auraient également diminué de 8,4 % en glissement annuel, du fait d'une baisse de 64,8 % des réexportations d'hydrocarbures.

République Dominicaine

Au 30 septembre 2024, le solde de la dette externe et interne du secteur public non financier (SPNF) de la République Dominicaine atteignait 57,4 Mds USD, représentant 46,1 % du PIB. Composée à 71 % de dette externe, soit 40,7 Mds USD, et à 29 % de dette interne, totalisant 16,6 Mds USD, cette dette représente respectivement 32,7 % et 13,4 % du PIB. Par ailleurs, 2,2 Mds USD (1,8 % du PIB) de la dette interne correspondent à la dette intergouvernementale sous forme d'obligations émises par le gouvernement central pour la recapitalisation de la Banque Centrale de la République Dominicaine. Cette situation met en évidence la nécessité impérieuse d'adopter des réformes économiques et fiscales pour stabiliser durablement les finances publiques et réduire l'impact de la dette sur l'économie nationale.

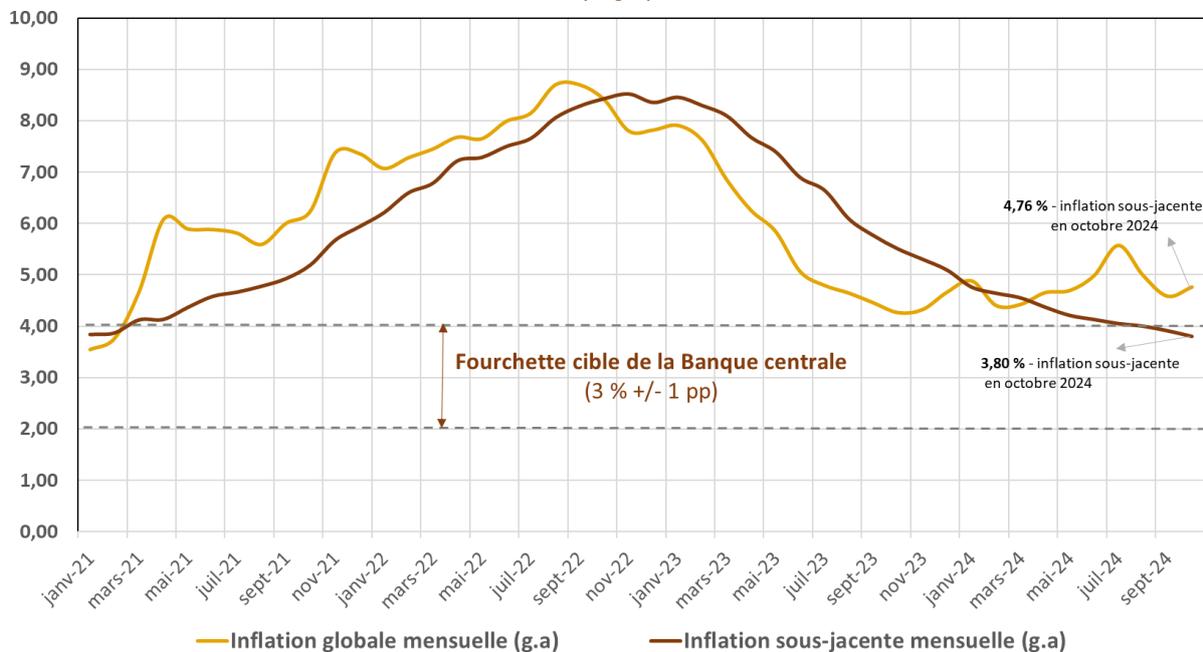
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,50%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,75%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

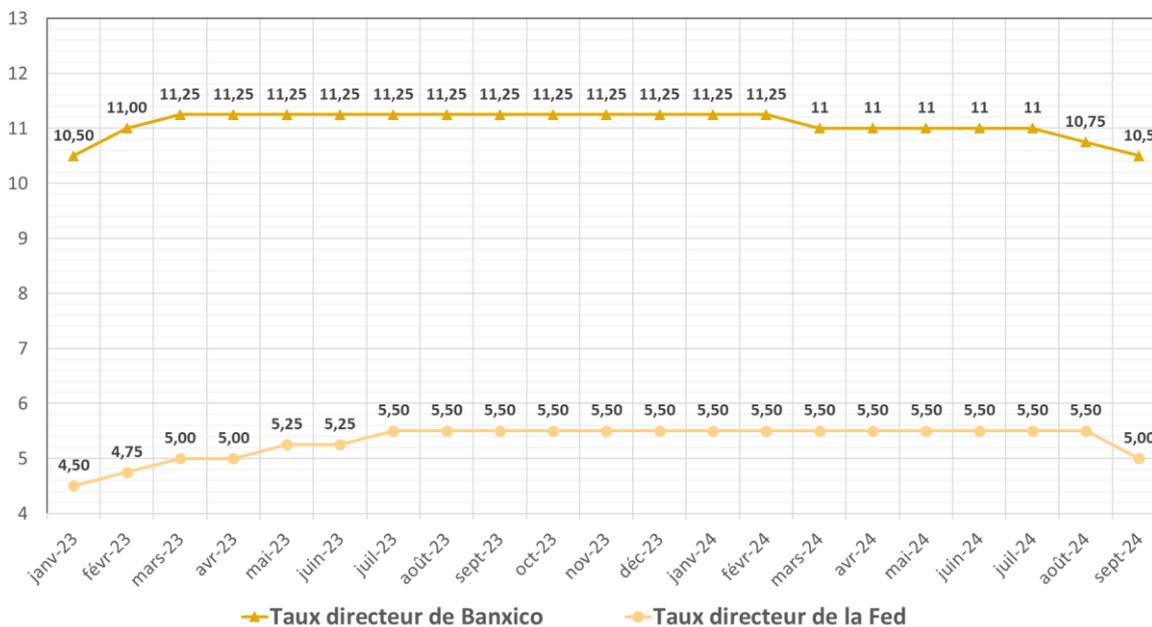
- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



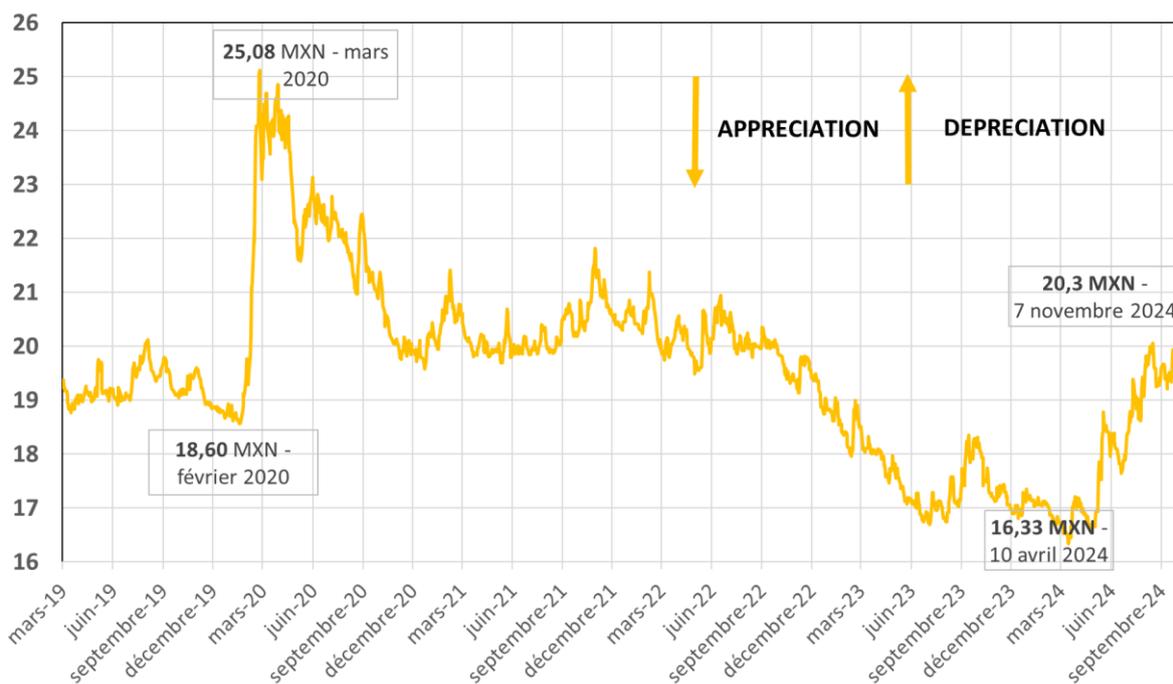
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550

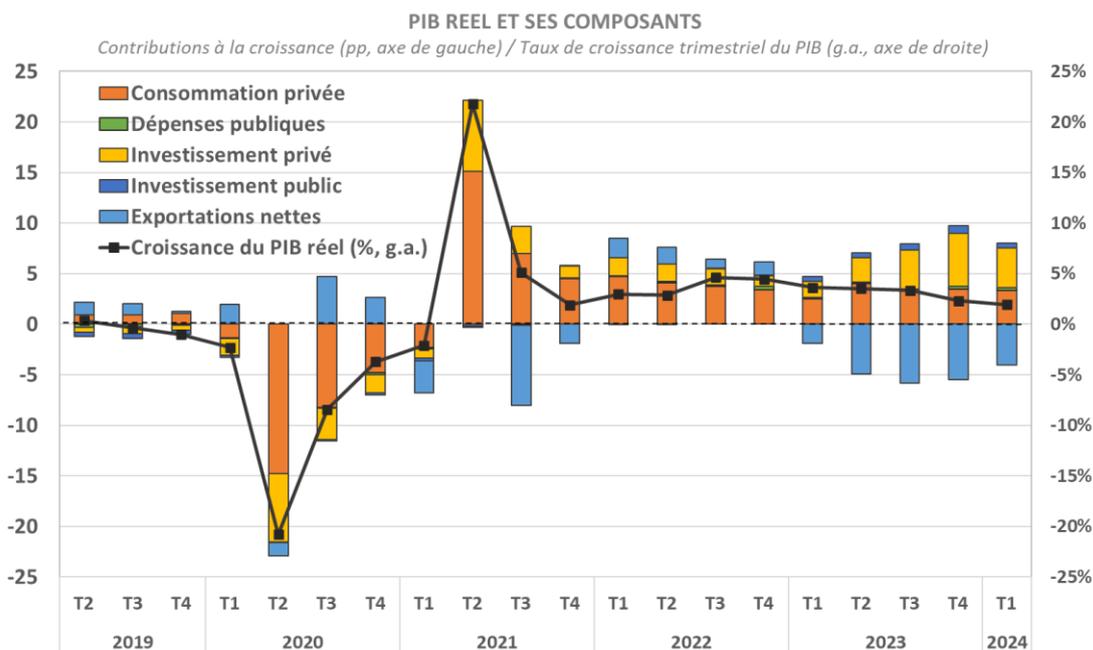
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

(MXN/USD)

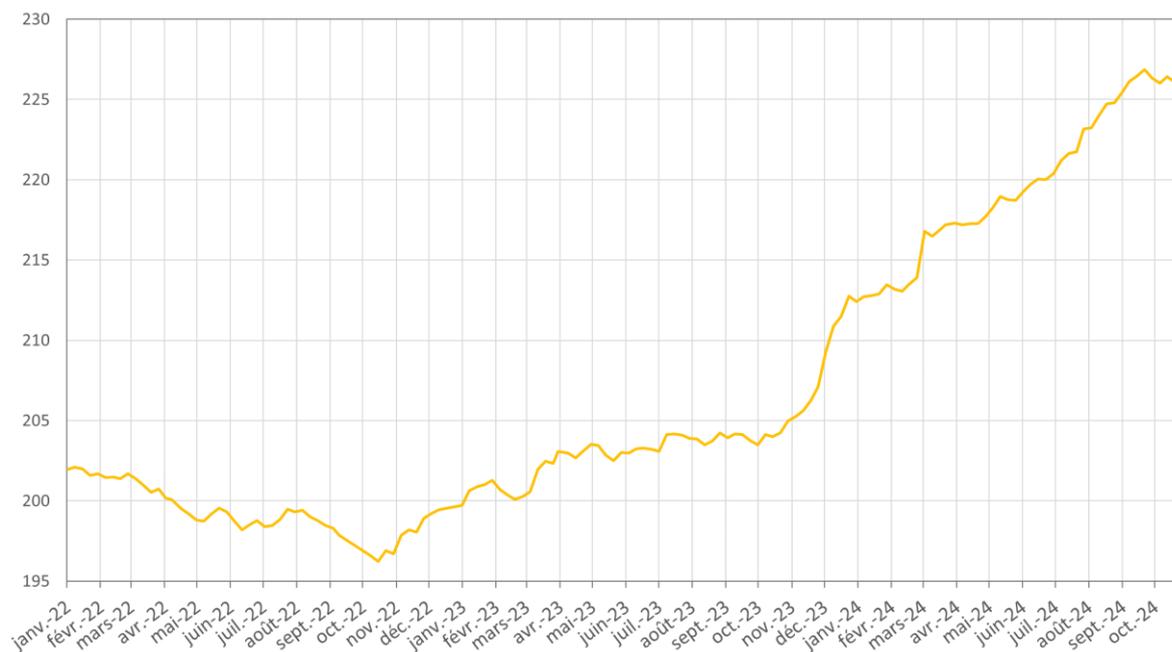


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr